



SAUVONS LE TRAVAIL SOCIAL

Depuis des années, la politique sociale mise en place par le Conseil Général se vide de son sens premier qui est d'apporter l'aide et le soutien nécessaires aux enfants et aux adultes en difficulté. Le président du CG, en a lui une interprétation toute particulière celle du contrôle social, des actions médiatiques, des jugements de valeurs.

++++

Ce président déclarait à Nice Matin : *Un budget de 5 millions d'euros pour 66 éducateurs c'est beaucoup. Le coût de structure est trop important. Il faut aller vers d'avantage d'efficacité et de performance.*

Pour nous l'humain passe avant les finances Mais a-t-il calculé ce que coûte l'absence de service d'insertion, d'accueil, d'accompagnement et de prévention ?

Les associations qui emploient les éducateurs ne vivent que par l'argent public du conseil général. Elles sont nos prestataires, nous ne sommes pas dans une logique d'autogestion. Ce n'est pas à elles de définir le cap. Leur devoir, c'est d'obtenir des résultats.»

Les travailleurs sociaux ne sont pas les prestataires du Conseil Général, certes ils ont des désirs de résultat mais c'est la population qui doit en être juge et non le financeur qui tient lui-même son argent des impôts et donc des citoyens.

Parce que depuis de nombreuses années nous travaillons ensemble, parents et enfants des quartiers, leurs associations et nos services, nous savons que ce n'est pas ce qui se voit qui compte mais ce qui, au jour le jour, tout doucement, avance pour vivre ensemble dans une société plus juste et plus solidaire dans le respect les uns des autres.

Alors aujourd'hui, face aux attaques du Conseil Général, crions fort et ensemble pour sauver le travail social. Voilà pourquoi aujourd'hui nous marchons et vous invitons à nous rejoindre.

Parce que nous voulons une société plus juste et solidaire, nous ne nous transformerons pas en visionneurs de caméras de surveillance...

Pour Victor HUGO « **Ouvrir une école c'est Fermer une prison** ».... et si nier le travail social, c'était ouvrir les portes d'une injustice encore plus grande, d'une misère encore plus insupportable, d'un désespoir encore plus inquiétant ?

Il nous faut réagir par une réponse collective, de tous les citoyens, inquiets de ce projet de société où les valeurs d'entraide et de solidarité sont bafouées